



NATIONS UNIES

UNITED NATIONS

**Allocution de M. Eric Overvest
Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en Algérie**

Célébration de la Journée Mondiale du SIDA

Alger, le 02 décembre 2018

**Monsieur le Ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme
Hospitalière**

Monsieur le représentant du Ministère des Affaires Etrangères ;

**Mesdames et Messieurs les membres du comité national de prévention et
de lutte contre les IST/SIDA**

Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile

Mesdames et Messieurs les représentants des médias

Chers collègues des agences des Nations Unies

Mesdames et Messieurs,

Je suis honoré d'être parmi vous aujourd'hui afin de participer au nom des agences des Nations Unies coparraines du programme commun des nations unies sur le SIDA (ONUSIDA) en Algérie à la **célébration de la journée mondiale de lutte contre le SIDA.**

Trente ans après la première Journée mondiale de lutte contre le sida, le combat contre le VIH est à un carrefour. Le chemin que nous choisirons d'emprunter décidera de l'évolution de l'épidémie – soit nous éradiquons le

sida d'ici à 2030, soit nous laissons les générations futures continuer de porter le fardeau de cette terrible maladie.

Beaucoup de chemin reste encore à parcourir. Nous ne pouvons pas laisser la complaisance s'installer et c'est pour cela que la célébration de la Journée Mondiale reste importante.

Plus de 77 millions de personnes ont été contaminées par le VIH, et plus de 35 millions sont mortes de maladies associées au sida. D'énormes progrès ont été faits dans le diagnostic et le traitement de ces maladies, et les efforts de prévention ont permis d'éviter des millions d'infections.

Pourtant, le rythme de ces progrès ne correspond pas aux ambitions internationales. Le nombre de nouveaux cas d'infection à VIH ne diminue pas assez vite. Certaines régions sont à la traîne, et les moyens financiers sont insuffisants.

Le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale constituent les zones en retard en matière de dépistage, de traitement et de suppression de la charge virale en raison d'un financement national insuffisant, de systèmes de santé défaillants, des soins de santé payants, des situations humanitaires ainsi qu'une stigmatisation et une discrimination importantes qui ont sapé les efforts visant à intensifier le dépistage et le traitement du VIH dans ces régions.

L'Algérie s'est engagée à **mettre fin au SIDA d'ici à 2030** dans le cadre de la mise en œuvre des **Objectifs de Développement Durable (ODD)**. La riposte nationale au VIH/sida s'est toujours caractérisée par un **engagement des autorités politiques au plus haut niveau** de l'Etat. Cela a permis grâce à l'approche participative et multisectorielle qui a impliqué tous les acteurs gouvernementaux, la société civile et les partenaires au développement d'assurer à titre gratuit et universel toutes les prestations y compris le traitement ARV pour tous, de porter le taux de couverture antirétrovirale à 80 % en 2017.

L'amélioration de l'accès au traitement a contribué fortement à la réduction du nombre de décès en Algérie de 15% depuis 2010. Les évidences

disponibles en Algérie, montrent que la population générale n'est pas un moteur important de la dynamique du VIH au même titre que dans la majorité des pays de la région MENA, toutefois une tendance d'une épidémie émergente parmi les populations exposées au risque VIH semble être établie.

Les progrès de Algérie sont remarquables mais les 1200 cas de nouvelles infections en 2017 sont 1200 cas de trop et ce nombre doit baisser dans les années à venir si nous voulons atteindre la cible de <500 nouvelles infections à l'horizon 2020 .

Du côté du Système des Nations Unies, les différentes agences onusiennes sont **impliquées conjointement** pour appuyer la riposte nationale. En effet, la riposte multisectorielle au VIH/sida a été retenue comme priorité dans le **cadre de coopération stratégique entre les Nations Unies et le gouvernement Algérien** et c'est l'ONUSIDA qui coordonne le programme commun des agences des Nations Unies sur le VIH/Sida.

L'UNICEF intervient sur la prévention auprès des jeunes et l'élimination de la transmission du VIH de la Mère à l'Enfant, l'ONUFEMMES apporte un appui relatif aux femmes atteintes par le SIDA. L'OIM travaille sur les questions de prévention et de prise en charge auprès des migrants et le HCR auprès des réfugiés. L'OMS appui l'amélioration de la prise en charge thérapeutique des IST/SIDA et le dépistage des IST/VIH et le BIT appui l'intégration de la prévention du VIH dans le milieu du travail.

Tout cet appui contribue à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi/évaluation du Plan National Stratégique IST/VIH/sida. Les gaps programmatiques et financiers de la riposte au SIDA ont été identifiés dans le cadre d'un dialogue inclusif de tous les acteurs nationaux.

Les domaines du programme présentant d'importants déficits concernent principalement les interventions auprès des populations les plus exposées au risque VIH et les populations en situation de vulnérabilité.

A cet effet, je voudrais réaffirmer notre engagement à fournir l'appui technique nécessaire pour les domaines prioritaires de la riposte y compris

pour la mise en œuvre et le suivi du programme financé par le Fonds mondial.

Avant de conclure, je souhaiterais rendre hommage à :

- **L'engagement durable du plus haut niveau des autorités nationales** dans la riposte au SIDA ;
- **L'effort continu fourni par le Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière**, les différents secteurs institutionnels, et le secteur privé ;
- Sans oublier **l'engagement et la solidarité des organisations de la société civile** pour atteindre les populations les plus exposées au risque et les plus vulnérables au VIH ;
- Et bien sûr **le courage et la persévérance du combat quotidien des personnes vivant avec le VIH.**

Le dépistage du VIH peut aussi être une occasion de se faire dépister pour d'autres maladies, comme la tuberculose, les hépatites, l'hypertension artérielle et le diabète. C'est faire des économies tout en sauvant des vies.

Il est encore temps d'intensifier le dépistage du VIH ; d'élargir l'accès aux traitements ; d'accroître les moyens alloués à la prévention des nouvelles infections ; et de mettre fin à la stigmatisation. À ce carrefour décisif, nous devons prendre le bon chemin. Maintenant.

Je salue à nouveau la détermination continue et réelle de tous ces acteurs pour un monde sans sida d'ici 2030 et réitère mes remerciements au Gouvernement algérien pour l'organisation de la célébration de cette journée mondiale.

Merci à tous